



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

8585^e séance

Mercredi 24 juillet 2019, à 15 heures

New York

Provisoire

Président : M. Meza-Cuadra. (Pérou)

Membres :

Afrique du Sud	M. Mabhongo
Allemagne	M. Heusgen
Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine	M. Yao Shaojun
Côte d'Ivoire	M. Ipo
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Norman-Chalet
Fédération de Russie	M. Polyanskiy
France	M. de Rivière
Guinée équatoriale	M. Esono Mbengono
Indonésie	M. Syihab
Koweït	M. Alotaibi
Pologne	M ^{me} Wronecka
République dominicaine	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Hickey

Ordre du jour

Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest

Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (S/2019/549)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest

Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (S/2019/549)

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Mohamed Ibn Chambas, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/549, qui contient le rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

Je donne maintenant la parole à M. Chambas.

M. Chambas (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur d'être ici aujourd'hui pour présenter le dernier rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) (S/2019/549).

J'ai quatre messages clefs à transmettre au Conseil de sécurité aujourd'hui concernant l'évolution de la situation en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Premièrement, depuis mon dernier exposé (voir S/PV.8442), de nouveaux progrès ont été accomplis dans la consolidation de la démocratie en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Deuxièmement, ces progrès sur le plan démocratique n'ont pas été linéaires ni sans complications; ils sont le résultat de contestations qui ont parfois été manifestement conflictuels. Troisièmement, les progrès démocratiques ont été retardés et compliqués, parfois presque annulés par une expansion rapide de l'extrémisme violent dans la région. Mon quatrième et dernier message, en reconnaissance des progrès accomplis et en dépit des difficultés persistantes, est un message d'espoir pour l'avenir et de confiance en l'appui du Conseil, alors que nous œuvrons de concert pour maintenir la paix et prévenir les conflits en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

En effet, nous devons avant toute chose reconnaître et saluer les progrès réalisés dans la consolidation de la démocratie dans la région, y compris par le biais de transferts pacifiques du pouvoir. Au cours des six derniers mois, des élections présidentielles ont été organisées au Nigéria, le 23 février; au Sénégal, le 24 février; et en Mauritanie, le 22 juin. Avant ces élections très disputées, j'ai rencontré tous les candidats à la présidence et ai souligné, aux côtés des partenaires régionaux et internationaux, la nécessité de maintenir des normes électorales élevées dans la région. Au Nigéria, mon bureau a également organisé, conjointement avec le Comité national pour la paix et d'autres partenaires, plusieurs forums de paix pour apaiser les tensions dans les zones électorales sensibles.

Outre le succès des élections, les six derniers mois ont également vu l'ouverture d'un dialogue politique entre les gouvernements au pouvoir et l'opposition au Burkina Faso et au Bénin, tandis qu'au Ghana les acteurs politiques ont entamé un dialogue sur les groupes d'autodéfense. Au Libéria, le 7 juillet, le Gouvernement a indiqué qu'il respectait le droit de manifester pacifiquement et accepté d'entamer un dialogue sur le renforcement de l'économie.

Toutefois, les périodes préélectorales et postélectorales continuent d'être marquées par des tensions, des contestations antagonistes et des différends, y compris autour d'amendements constitutionnels non consensuels. Traiter ces sources potentielles de conflit demeure une priorité majeure dans la perspective du prochain cycle d'élections présidentielles à enjeux élevés en Afrique de l'Ouest, prévues pour l'année prochaine au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, au Niger et au Togo. À cela s'ajoute le fait que les tensions autour des périodes électorales détournent l'attention de l'urgente nécessité de s'attaquer aux questions de développement et d'inégalité.

Aussi mon deuxième message est-il que le chemin de la consolidation démocratique dans la région n'a pas été facile et ne peut être tenu pour acquis. Plusieurs pays de la région continuent de se heurter à des problèmes en matière de droits de l'homme. Je suis particulièrement préoccupé par l'instrumentalisation de la justice à des fins politiques dans certains cas et par un sentiment prédominant d'impunité pour les crimes violents, qui portent atteinte au respect de l'état de droit. En ce sens, je salue la voie exemplaire choisie par la Gambie, où la Commission vérité, réconciliation et réparations et la Commission nationale des droits de l'homme se sont

attelées à leurs tâches difficiles de manière crédible, contribuant à la justice transitionnelle et à la cohésion sociale.

Si la région a connu une légère augmentation du nombre de femmes membres de gouvernement et la toute première nomination d'une femme à la présidence du Parlement, au Togo, la représentation des femmes reste un sujet de préoccupation. Un niveau d'inégalité toujours élevé continue d'avoir des effets négatifs sur les femmes, ce qui les rend vulnérables face à la violence fondée sur le genre. Dans ce contexte, il convient de saluer la promulgation, au Cabo Verde, d'une loi classant la violence fondée sur le genre parmi les crimes dont la prévention est une priorité.

Troisièmement, depuis mon dernier exposé, la région de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel a connu une augmentation encore plus visible et importante des attaques violentes directement liées à l'extrémisme violent. La situation sécuritaire reste instable dans l'ensemble de la région du Sahel, où l'escalade de la violence et de l'insécurité a déclenché une crise humanitaire sans précédent, plongeant un total de 5,1 millions de Burkinabé, de Nigériens et de Maliens dans le besoin. En particulier, les six derniers mois ont vu une détérioration rapide de la situation sécuritaire au Burkina Faso. Au total, 226 incidents liés à la sécurité ont contribué à accélérer les déplacements de personnes : le nombre de personnes déplacées est ainsi passé de 47 000 en décembre 2018 à 220 000, et celui des réfugiés à plus de 25 000 en juin, soit près de cinq fois plus. Le nord et l'est du pays restent les zones les plus touchées par les attaques récurrentes de groupes terroristes et armés et par une aggravation de la violence intercommunautaire, avec la participation de groupes d'autodéfense manifestement incontrôlés. Qui plus est, les groupes terroristes ciblent directement les écoles et obligent les centres de santé à fermer. Aujourd'hui, un total de 2 024 écoles et 37 centres de santé restent fermés au Burkina Faso en conséquence directe de la crise.

Face à l'escalade rapide, le Secrétaire général António Guterres a demandé une intensification importante de la riposte de l'ONU et mis en place une équipe spéciale d'urgence au Burkina Faso. Cette équipe spéciale s'appuie également sur les conclusions d'une mission interinstitutions que j'ai eu le privilège de conduire au Burkina Faso en février et qui a défini une réponse multisectorielle pour répondre aux besoins immédiats et aux causes structurelles de l'insécurité. Un plan d'aide humanitaire doté d'un budget de 100 millions de dollars

a été lancé et fait actuellement l'objet d'une révision à la hausse pour répondre aux besoins croissants.

Dans le bassin du lac Tchad, les attaques des terroristes de Boko Haram et de groupes dissidents continuent de menacer la paix et la stabilité de la région. Au cours du premier semestre de cette année, 30 attentats-suicides à la bombe ont été enregistrés, soit 70 % de moins que l'année dernière, grâce aux efforts de la Force multinationale mixte. Toutefois, la période considérée a également été marquée par l'attaque la plus meurtrière à ce jour contre l'armée tchadienne, au cours de laquelle des combattants de Boko Haram ont tué 23 soldats à Dangdala. Le groupe terroriste a également tenté de lancer une attaque à la roquette contre l'aéroport de Diffa et dirigé des attaques terroristes manifestement plus sophistiquées dans d'autres régions du Niger. En juin, au moins 147 civils ont été enlevés dans la région de Diffa, le nombre le plus élevé depuis 2015.

Face à cette escalade rapide, notamment la corrélation croissante entre le terrorisme, la criminalité organisée et les affrontements intercommunautaires dans la région, les chefs d'État de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ont décidé, lors de leur sommet du 29 juin, de tenir un sommet extraordinaire sur le terrorisme à Ouagadougou, maintenant prévu le 14 septembre. Le sommet aura pour objectif d'examiner une approche sécuritaire concertée pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et représente une occasion unique d'harmoniser les différents arrangements de sécurité.

Bien que la mise en œuvre de plans d'intervention humanitaire ait bénéficié d'un appui louable, j'exhorte les Gouvernements et les partenaires à redoubler d'efforts pour définir une approche concertée en vue de prévenir une nouvelle expansion de la menace terroriste et de favoriser l'appui aux mesures de stabilisation à moyen et à long terme, dont le besoin se fait tellement sentir, conformément à la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel. À cet égard, les participants à la seconde réunion du Forum des gouverneurs du bassin du lac Tchad, qui s'est tenue juste la semaine dernière, les 17 et 18 juillet, à Niamey, ont de nouveau souligné l'importance des approches holistiques pour lutter efficacement contre l'instabilité en Afrique de l'Ouest et au Sahel, et ont lancé avec succès un fonds de stabilisation pour la région du lac Tchad. Grâce à des approches sans exclusive fondées sur l'appropriation nationale et conformes à la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, nous devons continuer de travailler davantage

pour remédier aux lacunes en matière de gouvernance, à l'extrême pauvreté et à l'absence de développement qui alimentent et soutiennent la violence armée et l'extrémisme. Un appui accru à la mise en œuvre de la Stratégie régionale en faveur de la stabilisation, du redressement et de la résilience des zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram et du plan d'investissements prioritaires du Groupe de cinq pays du Sahel, ainsi qu'un effort concerté pour appuyer les plans nationaux de développement, demeurent essentiels pour stimuler le développement de la région et explorer son plein potentiel.

Il s'agit de mon quatrième et dernier message d'espoir : avec l'appui du Conseil, et guidés par l'appropriation nationale inclusive des pays de la région, et de la région dans son ensemble, je suis convaincu que nous pouvons consolider davantage la démocratie et que les activités des extrémistes violents peuvent être mieux combattues grâce à des mesures préventives.

Pour terminer, je voudrais assurer les membres du Conseil de la détermination constante de l'UNOWAS à travailler avec toutes les parties prenantes dans la région afin de promouvoir la paix et la stabilité en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Je ne doute pas que nous pouvons continuer de compter sur l'appui du Conseil. À cet égard, j'attends avec intérêt l'examen stratégique de l'UNOWAS, qui devrait contribuer grandement à répondre à notre quête de ressources adéquates qui nous permettraient d'affiner nos outils pour prévenir les conflits et pérenniser la paix. Je remercie les membres du Conseil de leur appui, et j'ai hâte de continuer de travailler avec eux.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Chambas de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Ipo (Côte d'Ivoire) : Je voudrais, au nom des États africains membres du Conseil de sécurité, à savoir la Guinée équatoriale, l'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire, remercier la présidence péruvienne pour l'organisation de cette séance d'information, consacrée à la présentation du rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) (S/2019/549). Les États africains membres du Conseil de sécurité félicitent M. Mohammed Ibn Chambas, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de l'UNOWAS, pour la qualité de son exposé qui, une fois de plus, éclaire le

Conseil sur les dynamiques profondes qui impactent la paix, la stabilité et le développement en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Les États africains membres du Conseil de sécurité notent avec un grand intérêt l'état de la situation politique, économique, sécuritaire et humanitaire, dressé par le Représentant spécial du Secrétaire général, et ses recommandations subséquentes, visant à apporter des réponses diligentes et efficaces aux défis multiples auxquels la région est confrontée. Ils se félicitent de la situation politique régionale globalement stable, comme le prouvent des environnements sociopolitiques postélectorales apaisés, au terme des élections présidentielles tenues au cours de l'année 2018. S'y ajoutent des tendances économiques dans l'ensemble, portées par une prévision de croissance moyenne de 3,6 % en 2019 et 2020, selon la Banque africaine de développement. Nous estimons que ces tendances sont prometteuses et s'inscrivent dans des processus irréversibles de mutations profondes des sociétés en Afrique de l'Ouest et au Sahel, malgré les défis actuels.

En conséquence, les États africains membres du Conseil de sécurité exhortent le Chef de l'UNOWAS à poursuivre, en parfaite synergie avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ses missions de médiation et de bons offices, dans la perspective notamment des échéances électorales prévues dans nombre de pays de la région au cours de l'année 2020. Ce, d'autant plus que la coopération entre la CEDEAO et l'UNOWAS a donné la pleine mesure de son efficacité dans la prévention et la gestion des crises, à l'occasion des interventions successives en Guinée-Bissau, au Mali, au Burkina Faso et en Gambie. Nous exhortons également l'UNOWAS à œuvrer au renforcement des capacités nationales et régionales de résilience aux conflits et à soutenir l'ancrage de la démocratie et la bonne gouvernance, afin de créer des environnements favorables à la réalisation des objectifs de développement durable. Par ailleurs, nous sommes particulièrement encouragés par les efforts déployés pour améliorer la parité hommes-femmes dans la région grâce à l'adoption de législations pertinentes qui, nous l'espérons, augmenteront la part des femmes dans les postes de responsabilité et renforceront leur participation effective aux processus de prise de décisions.

En dépit des tendances encourageantes en matière de gouvernance, les États africains membres du Conseil de sécurité restent préoccupés par les menaces sécuritaires des acteurs non étatiques, principalement les

groupes terroristes, dont les actions semblent répondre à un projet plus vaste de création et d'ancrage d'une province de l'État islamique dans la région. Aux inquiétudes que suscite ce projet aux antipodes des valeurs qui fondent nos États, se greffent une situation humanitaire en constante détérioration et l'exacerbation des violences communautaires. En effet, les groupes terroristes instrumentalisent, malheureusement et de plus en plus, les violences intercommunautaires et les conflits entre éleveurs et agriculteurs, nés de la gestion des ressources naturelles telles que l'eau et les terres arables. À cet égard, nous estimons qu'il est urgent d'élaborer des mesures urgentes pour résoudre les conflits entre agriculteurs et éleveurs, ainsi que la violence intercommunautaire, qui constituent une menace croissante pour la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel, et s'étendent à l'Afrique centrale. Les États africains membres du Conseil de sécurité se réjouissent de l'engagement des États de la région à fédérer et à mieux coordonner leurs efforts de lutte, et se félicitent de la tenue, le 14 septembre 2019, d'un Sommet extraordinaire des Chefs d'État de la CEDEAO pour débattre des questions sécuritaires et envisager une large coalition au-delà de leur zone pour combattre le terrorisme au Sahel.

Dans un contexte sociopolitique régional marqué par la persistance des défis sécuritaires, les États africains membres du Conseil de sécurité demeurent convaincus que l'UNOWAS reste un outil institutionnel pertinent, dont les actions s'inscrivent parfaitement dans l'éventail des efforts régionaux de lutte contre l'insécurité et l'instabilité, et la recherche de solutions durables aux causes sous-jacentes.

Dans la perspective de la prochaine revue stratégique que nous soutenons, nous soulignons qu'il convient de garder à l'esprit le rôle éminemment politique de l'UNOWAS en tant qu'outil de diplomatie préventive. L'UNOWAS doit pour ainsi dire demeurer un outil de médiation et de prévention des conflits, y compris à travers un soutien aux organisations sous-régionales, ainsi que de plaider sur les grandes thématiques telles que le développement durable.

Il importe, au regard de ses acquis, de la multiplicité des défis actuels, ainsi que de son rôle clef dans la gestion des transitions qui s'annoncent avec la clôture de certaines missions, que l'UNOWAS bénéficie de ressources additionnelles indispensables à la mise en œuvre de son mandat. Nous devons en outre veiller à une rationalisation et à une mise en cohérence de ses

actions avec celles des autres présences onusiennes, dans le cadre d'une approche intégrée, qui renforcerait davantage l'efficacité de l'UNOWAS.

Par ailleurs, la dimension transrégionale des menaces à la paix et à la sécurité nécessite une interaction stratégique entre l'UNOWAS et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, afin d'adresser les problématiques transfrontalières dans le cadre d'une approche holistique coordonnée. Nous nous réjouissons également de la collaboration de l'UNOWAS avec le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et le Fonds pour la consolidation de la paix, afin de soutenir les programmes nationaux et transfrontaliers visant à remédier aux tensions liées aux effets du changement climatique et aux conflits liés à la transhumance, à prévenir l'extrémisme violent et à renforcer l'autonomisation des jeunes et des femmes dans les processus de consolidation de la paix et les mécanismes de prévention des conflits.

Les États africains membres du Conseil de sécurité sont d'avis que les réponses sécuritaires actuelles doivent être accompagnées de stratégies de développement visant à traiter les causes sous-jacentes des conflits et à répondre aux demandes sociales pressantes des populations. Ils saluent ainsi la mise en place du Plan d'appui des Nations Unies pour le Sahel, dont l'ambition est d'intensifier et de mieux coordonner l'appui aux États de la région, dans leurs efforts de réalisation des objectifs du Programme 2030, pour une prospérité partagée et un environnement sécurisé au Sahel, conformément à la vision de l'Union africaine de faire taire les armes sur le continent africain.

Pour conclure, les trois membres africains du Conseil réitèrent leur soutien au Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Nous l'exhortons à poursuivre ses efforts de médiation et de bons offices, ainsi que de mobilisation des ressources, indispensables à la réalisation des objectifs de développement durable en Afrique de l'Ouest et au Sahel. La Guinée équatoriale, l'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire espèrent vivement que l'examen stratégique qui s'annonce contribuera à renforcer davantage l'UNOWAS, afin qu'il continue d'être un outil efficace de diplomatie préventive, au service de la paix, de la sécurité et du développement en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique) : Qu'il me soit permis de tout d'abord remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Chambas, pour son éclairage très complet. La Belgique salue son travail au

quotidien en faveur de la prévention, de la médiation, de la paix durable et de la promotion de l'état de droit en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

La situation sécuritaire précaire continue de nous préoccuper. Je pense notamment à l'intensification de la violence intercommunautaire dans plusieurs pays de la région, comme le Nigéria, le Burkina Faso et le Mali, ainsi qu'aux attaques terroristes qui ne diminuent pas. Cette dégradation a un impact direct sur la situation humanitaire, causant les souffrances de centaines de milliers d'innocents.

La persistance des conflits entre éleveurs et agriculteurs mérite une attention particulière, car ces tensions sont actuellement un facteur majeur d'insécurité dans la sous-région et même au-delà. Je tiens à féliciter le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) d'avoir sensibilisé largement à ce sujet. Il s'agit désormais de mettre en œuvre les diverses bonnes pratiques identifiées, notamment en collaboration avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

Dans l'ensemble de la région, la Belgique salue le courage et les sacrifices des forces de sécurité dans leur combat contre les terroristes. Néanmoins, mon pays estime que l'on ne pourra sortir de ce conflit en ignorant les droits de l'homme. À défaut, les succès des forces de sécurité ne seront qu'éphémères et hypothéqueront la réconciliation et la sortie de crise durable. Par ailleurs, comme le Secrétaire général le souligne dans son rapport (S/2019/549), la réponse aux défis qui se présentent en Afrique de l'Ouest ne peut pas être que sécuritaire. Une approche holistique est nécessaire pour faire face à l'extrémisme violent, mettant également l'accent sur la bonne gouvernance, la lutte contre l'impunité, ainsi que sur un développement durable et inclusif.

L'UNOWAS joue un rôle moteur dans l'étude de l'impact de l'évolution du climat sur la sécurité, dans le cadre d'une approche « prévention des conflits ». Il s'agit d'un travail crucial et j'encourage le Représentant spécial à poursuivre cet effort.

Enfin, pour conclure, je tiens également à souligner le rôle primordial joué par les organisations régionales et sous-régionales. Je salue leur coordination étroite avec l'UNOWAS et je les encourage à la maintenir à l'avenir.

M. de Rivière (France) : Je remercie à mon tour le Représentant spécial du Secrétaire général pour

l'Afrique de l'Ouest et le Sahel pour son intervention, comme toujours très précise.

La situation en Afrique de l'Ouest mérite aujourd'hui toute notre attention. Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) constitue à cet égard un outil précieux, au regard de son rôle en matière de prévention des conflits, de consolidation de la paix, mais également de soutien aux diverses initiatives régionales. Son rôle s'inscrit pleinement dans la vision du Secrétaire général en faveur d'une action sur l'ensemble du continuum de paix. Nous souhaitons donc que l'examen stratégique annoncée au cours des prochains mois veille à ce que l'UNOWAS bénéficie bien de tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de son importante mission.

La dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire au Sahel fait peser un risque sans précédent sur la stabilité de l'Afrique de l'Ouest tout entière. Les États du Groupe de cinq pays du Sahel (G5) sont aujourd'hui les premiers touchés. Mais d'autres feront prochainement face aux mêmes défis si des réponses adéquates ne sont pas urgemment apportées. C'est donc dans une véritable course contre la montre pour la stabilisation du Sahel que nous sommes aujourd'hui collectivement engagés. Elle passe par une mise en œuvre urgente de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, par une lutte déterminée contre les groupes terroristes qui sévissent dans la région, ainsi que par la bonne gouvernance et la création de perspectives économiques durables pour les populations. Davantage doit également être fait, dans le bassin du lac Tchad, pour soutenir une mobilisation continue des États de la Force multinationale mixte et s'assurer que son action soit conduite selon des modalités qui lui assurent le plein soutien des populations. Seule une approche combinant des efforts sur les volets politique, sécuritaire et de développement est à même de changer la donne à moyen terme.

Les Nations Unies ont un rôle central à jouer pour aider les États de la région à définir des réponses adéquates sur tous ces aspects. Au Burkina Faso, la France appuie pleinement le processus engagé en ce sens à l'initiative du Secrétaire général. Nous espérons que la réponse des Nations Unies sera ambitieuse et à la hauteur des attentes des autorités burkinabé, tant dans le domaine de l'aide humanitaire et du développement que ceux de la formation des forces de sécurité burkinabé, du respect des droits de l'homme, de la promotion de l'état de droit ou encore du soutien à la lutte contre le terrorisme.

Au-delà de notre mobilisation sur ces foyers de crise, il importe plus que jamais de préserver les fondamentaux de la stabilité régionale en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Cela passe tout d'abord par la tenue de processus électoraux crédibles, transparents et inclusifs. En Guinée-Bissau, il est essentiel que les autorités respectent leur engagement à organiser l'élection présidentielle en novembre prochain, selon des modalités conformes à celles préconisées par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et par le Conseil. Dans d'autres pays comme le Togo, le Bénin et la Guinée, il est important que les concertations entre l'ensemble des acteurs se poursuivent afin de renforcer l'inclusivité et l'acceptabilité des processus électoraux à venir. Une attention toute particulière doit enfin être apportée au renforcement de la représentation des femmes dans les sphères de responsabilité, qui est aujourd'hui loin d'être satisfaisante dans les pays de la région.

Le respect des droits de chacun et la lutte contre l'impunité est également un facteur essentiel de stabilité. Les multiples exactions commises contre les populations civiles dans les diverses zones de conflit de la région ne doivent pas rester sans réponse, quels que soient ceux qui en sont à l'origine. Les processus de justice transitionnelle en cours, notamment au Mali et en Gambie, doivent être menés à leur terme pour créer les conditions d'une réconciliation durable. La coopération avec la Cour pénale internationale doit également être pleine et entière. La protection des enfants dans les conflits, ainsi que la situation des déplacés internes et des réfugiés, de plus en plus nombreux dans la zone, doivent faire l'objet de toute notre attention, et l'UNOWAS a indiscutablement un rôle à jouer pour suivre ces questions.

La stabilité va également de pair avec l'accompagnement, dans la durée, des pays en sortie de crise. La poursuite de la mobilisation de la communauté internationale en faveur du Libéria, au lendemain de la fermeture de la Mission des Nations Unies au Libéria, est notamment essentielle pour assurer le succès de la transition démocratique remarquable qui s'y est déroulée il y a un an et demi.

Je conclurai mon intervention en soulignant que le lien entre climat et sécurité se matérialise de plus en plus clairement dans les pays du Sahel. Les effets du changement climatique y créent des tensions sur les ressources, avec un impact direct sur les populations. Or, la gestion durable de ces ressources, telles que l'eau ou les terres arables, est une des conditions essentielles

pour le maintien de la stabilité dans une zone comme le Sahel, marquée par des vulnérabilités politiques et sociales et par d'importants déplacements forcés de populations. La mise en œuvre des objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris, ainsi que l'instauration d'un dialogue régional autour des questions climatiques et environnementales, revêtent à cet égard un caractère essentiel. Il importe que l'UNOWAS prenne pleinement en compte ces considérations dans son travail quotidien.

M^{me} Wronecka (Pologne) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Mohamed Ibn Chambas, de son exposé très instructif sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) ainsi que sur les événements que traverse actuellement la région.

La Pologne a noté de nombreuses évolutions positives en Afrique de l'Ouest et au Sahel au cours de la période considérée. Nous félicitons le Bénin, la Guinée-Bissau, le Nigéria et le Sénégal d'avoir organisé des élections dans l'ensemble pacifiques et fait l'expérience de l'alternance au pouvoir. En dépit de ces avancées, les périodes précédant et suivant les élections continuent d'être caractérisées par des tensions, des affrontements et des conflits. C'est pourquoi nous incitons les autorités nationales et les parties prenantes à œuvrer de concert pour créer des conditions propices à des élections pacifiques, inclusives et crédibles.

Dans ce contexte, la participation égale des femmes et des jeunes aux processus politiques, sociaux et économiques est de la plus haute importance. Tout en nous félicitant des progrès accomplis dans l'adoption et l'application de lois sur la parité entre les sexes dans plusieurs pays de la région, nous appelons les autorités nationales à renforcer la participation des femmes et des jeunes grâce à des stratégies nationales en faveur de la paix, de la sécurité et du développement.

Nous demeurons gravement préoccupés par la détérioration de la situation en matière de sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel, qui entraîne une recrudescence des activités terroristes et de l'extrémisme violent. Les graves conséquences humanitaires, notamment l'accès insuffisant aux services de base – en particulier la santé, l'éducation, l'alimentation et les marchés –, soulèvent de vives inquiétudes. Nous sommes également préoccupés par la présence de plus en plus visible de groupes extrémistes dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Il faut aider ces pays à renforcer leur résilience

face aux nouvelles menaces, notamment les conflits ethniques et religieux inspirés par les extrémistes. Il est tout aussi important d'aider les gouvernements locaux à prévenir les conflits intertribaux et de lutter contre la diffusion des stéréotypes, qui peuvent avoir pour but de marginaliser certains groupes sociaux et politiques et de déstabiliser la situation dans la région.

Nous exhortons donc les partenaires nationaux, régionaux et internationaux à intensifier leurs efforts pour s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité et de l'instabilité dans la région, notamment la pauvreté et l'inégalité, l'exclusion et la marginalisation, le manque d'accès aux services sociaux et de perspectives économiques, les violations des droits de l'homme et les conséquences des changements climatiques. Le caractère transfrontalier de ces menaces exige des réponses transnationales. Dans ce contexte, nous félicitons les pays participant à la Force multinationale mixte et à la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel) des efforts qu'ils déploient pour faire face aux défis multiples dans la région.

Les défis en Afrique de l'Ouest et au Sahel sont complexes et multidimensionnels et exigent une approche soutenue et holistique de la part de toutes les parties prenantes. À cet égard, nous saluons la détermination de tous les partenaires à relever ces défis, notamment par la mise en œuvre de la Stratégie régionale en faveur de la stabilisation, du redressement et de la résilience des zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram, du Programme d'investissements prioritaires du G5 Sahel, de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et du Plan d'appui des Nations Unies pour le Sahel. En conséquence, nous louons l'engagement des gouvernements de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, de l'Union africaine, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, du G5 Sahel, de l'Union du fleuve Mano, de la Commission du golfe de Guinée et de la Commission du bassin du lac Tchad, ainsi que leur coopération avec l'UNOWAS.

Enfin, je tiens à exprimer ma gratitude au Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, M. Mohamed Ibn Chambas, ainsi qu'au personnel de l'UNOWAS, pour leurs efforts constants en faveur de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions de son exposé le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, M. Mohamed Ibn Chambas. Nous voudrions

l'assurer une fois de plus que la Russie appuie ses efforts personnels, ainsi que ceux du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), pour résoudre les crises régionales, traiter les questions liées à la médiation politique et fournir une assistance pour renforcer les institutions étatiques, ainsi que pour rechercher des moyens de poursuivre le développement économique et la lutte contre le terrorisme. La portée et les résultats de son travail méritent les plus grands éloges.

Il est encourageant de constater que la situation politique dans l'ensemble de la région demeure stable. Au cours du premier semestre de cette année, des élections ont eu lieu dans de nombreux pays de la région – Nigeria, Sénégal, Guinée-Bissau et Bénin – sans problèmes graves. Nous espérons que les cycles électoraux en cours dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest se dérouleront également dans le respect de l'ordre public.

Toutefois, les conditions de sécurité dans la région sahélo-saharienne et dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest restent difficiles. Les terroristes internationaux qui ont pris pied dans la région intensifient leurs activités et tentent d'étendre leurs zones d'opérations, et de nouveaux groupes et dirigeants radicaux apparaissent. Cette situation s'explique par les interventions extérieures et l'effondrement consécutif des structures étatiques en Libye en 2011. Les graves problèmes politiques et socioéconomiques qui persistent sur le plan national dans les pays du Sahel, ainsi que les affrontements interethniques et interreligieux, alimentent les activités d'un vaste réseau de jihadistes. Les mesures collectives prises par les États de la région et leurs partenaires extérieurs pour relever ces défis n'ont pas encore permis de réaliser une percée dans la lutte contre les extrémistes.

Au Mali, un conflit de longue date se poursuit, aggravé par l'intervention de divers groupes terroristes dans la région et par un vide de pouvoir dans le nord et le centre du pays. Les extrémistes internationaux solidement implantés étendent leurs activités dans les pays voisins, tels que le Niger, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Le nombre de victimes d'attaques jihadistes est en hausse. Les constats inquiétants qui figurent dans le rapport du Secrétaire général (S/2019/549) et les conclusions tirées de la visite du Conseil de sécurité dans la région, en mars dernier, témoignent de l'impossibilité de réduire à ce stade les effectifs de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali.

Au Nigéria, au Niger, au Tchad et au Burkina Faso, les activités terroristes de Boko Haram prennent de l'ampleur, et le Burkina Faso a également vu apparaître le groupe Ansar al-Islam, qui est affilié à l'État islamique d'Iraq et du Levant. Les communautés internationale et africaine portent une attention constante à la situation dans la région sahélo-saharienne. La Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, qui vise à améliorer l'efficacité de la gouvernance de l'État, à renforcer les capacités des mécanismes de sécurité nationaux et régionaux et à mener des activités de développement dans les pays de la région, constitue un élément important de l'action dans ce domaine. Une aide financière, militaire et humanitaire continue d'être fournie par l'entremise de différents programmes internationaux et missions des Nations Unies ainsi que de manière bilatérale. Le Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel) poursuit ses efforts pour garantir le déploiement complet de la Force conjointe du G5 Sahel en vue de combattre le terrorisme, la criminalité organisée et le trafic de drogue. À ce jour, la Force conjointe a déjà mené plusieurs opérations sur le terrain.

Nous apprécions tout particulièrement les activités de l'UNOWAS et des institutions spécialisées des Nations Unies, qui fournissent une assistance diverse et variée aux pays d'Afrique de l'Ouest. Il est crucial de veiller à ce que ces efforts soient menés en étroite coordination avec l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et d'autres organisations. Nous croyons important de renforcer l'efficacité de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et du Plan d'appui connexe des Nations Unies pour le Sahel. Concernant l'application de ces instruments, l'avis des pays pour lesquels ils ont été créés revêt une importance cruciale.

Nous sommes convaincus qu'il sera impossible d'obtenir des résultats sans une coordination appropriée des nombreux programmes d'aide à la région. Leur efficacité dépend, entre autres choses, de la question de savoir si les entités présentes dans la région – en particulier celles qui font partie du système des Nations Unies – agissent dans la limite de leur domaine de responsabilité et si elles prennent en compte le principe de la division du travail. Seules des mesures collectives ciblées, prises par des instances compétentes dont les mandats ne sont pas contradictoires, nous permettront d'obtenir les résultats souhaités.

La Russie continue de jouer un rôle actif dans le règlement des problèmes en Afrique de l'Ouest et au

Sahel. Nous prenons actuellement des mesures pour établir une coopération efficace avec le G5 Sahel. En avril, le Secrétaire permanent de cette entité, M. Maman Sidikou, et son équipe se sont rendus à Moscou pour la première fois. Durant cette visite, il a été convenu de renforcer une coopération pratique effective.

Au niveau bilatéral, nous continuons de contribuer au renforcement de la disponibilité opérationnelle des armées et des structures de sécurité des États de la région. En particulier, le personnel militaire et les policiers maliens, nigériens et burkinabé poursuivent leur formation dans des installations russes spécialisées. Nous prévoyons de continuer à fournir une aide de cette nature à nos amis d'Afrique de l'Ouest.

M^{me} Norman-Chalet (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial Chambas de l'exposé instructif qu'il a présenté aujourd'hui et de la manière dont il dirige le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS).

Le dernier rapport du Secrétaire général sur les activités de l'UNOWAS (S/2019/549) souligne à quel point les réalités sont variables en Afrique de l'Ouest. D'élections présidentielles et parlementaires qui permettent à la population de choisir librement et équitablement leurs candidats préférés, à l'insécurité constante au Sahel, où le terrorisme et les conflits armés empêchent les populations de subvenir à leurs besoins et exposent des millions de personnes à l'insécurité alimentaire, les événements positifs et négatifs en Afrique de l'Ouest sont aussi importants et divers que la région elle-même. L'UNOWAS joue un rôle important en Afrique de l'Ouest et les États-Unis apprécient vivement les efforts qu'il déploie pour appuyer la paix, la sécurité et la stabilité à long terme dans la région.

L'Afrique de l'Ouest a connu plusieurs événements positifs notables au cours des six derniers mois, comme cela a été souligné au Conseil aujourd'hui. Les États-Unis jugent encourageante la tenue d'élections globalement pacifiques au Nigéria, au Sénégal et en Mauritanie, et ils remercient en particulier le Représentant spécial Chambas, qui s'emploie dans tous ces pays à mettre en exergue l'importance des processus de règlement des conflits plutôt que de la violence comme moyen de répondre aux revendications nées des processus électoraux. En outre, nous sommes encouragés par le fait que selon le Secrétaire général, le taux de croissance économique sera élevé dans toute la région en 2019 et 2020. Si nous savons que ces prévisions varient en fonction des pays d'Afrique de l'Ouest, nous

sommes néanmoins convaincus que cette performance économique, conjuguée à des politiques budgétaires responsables et à la bonne gouvernance, est un indicateur de l'avenir qui s'ouvre à la région.

Dans le même temps, les États-Unis sont profondément préoccupés par l'augmentation du nombre de problèmes de sécurité et de gouvernance dans la région. La criminalité transnationale organisée et le trafic de stupéfiants continuent de nuire à la gouvernance responsable et d'alimenter la corruption en Guinée-Bissau. Nous appelons les autorités gouvernementales à continuer d'œuvrer à l'organisation d'une élection présidentielle réellement libre et équitable en novembre et nous encourageons tous les dirigeants politiques à s'abstenir de toute déclaration déstabilisante. Au Burkina Faso, la menace terroriste émanant du Mali alimente l'instabilité et a déplacé des centaines de milliers de personnes, et elle restreint les services gouvernementaux dans certaines régions et perturbe les moyens de subsistance. Nous craignons que cette situation ne déborde sur les pays voisins. Nous encourageons le Gouvernement burkinabé à continuer de lutter contre les causes profondes de l'instabilité et à collaborer avec les partenaires régionaux pour lutter contre la menace terroriste croissante. En outre, nous prions l'UNOWAS de poursuivre ses efforts en matière de réforme du secteur de la sécurité.

Au Mali, nous sommes troublés par les progrès insuffisants réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, signé en 2015, et par l'insécurité dans le centre du pays, qui exacerbe les tensions ethniques et intercommunautaires. Cette violence, qui a une incidence néfaste sur des institutions telles que les installations de santé et les écoles, qui fournissent des services de base, a forcé des centaines de milliers de personnes à quitter leurs domiciles. Suite au renouvellement récent de la mission de maintien de la paix des Nations Unies au Mali (résolution 2480 (2019)), les États-Unis appellent le Gouvernement malien et les groupes armés signataires à saisir cette occasion pour prendre des mesures urgentes afin d'appliquer les dispositions de la résolution.

Si les États-Unis appuient fermement la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel), en tant qu'initiative de sécurité à long terme dans la région, et ont versé 111 millions de dollars pour contribuer à son opérationnalisation, nous tenons à souligner que le Conseil doit examiner dans sa totalité le problème du terrorisme et ses causes profondes dans toute la région

d'Afrique de l'Ouest, et pas simplement au Sahel. Il est temps de transformer le rapport distinct et l'exposé sur la Force conjointe du G5 Sahel en un débat plus général sur les causes profondes du terrorisme et les problèmes qu'il pose dans toute l'Afrique de l'Ouest, avec des débordements vers les pays riverains de l'initiative d'Accra. Cet examen d'ensemble doit attirer l'attention sur l'incidence qu'ont les conflits sur des millions de personnes dans toute la région, et sur les efforts que déploient les gouvernements de tous les États de la région pour prévenir et combattre la radicalisation et le terrorisme en général.

Nous devons également analyser les menaces émanant du nord-est du Nigéria. Dans toute la région du lac Tchad, les États-Unis appuient une action multinationale coordonnée en vue de rétablir la stabilité à long terme dans une région qui est en proie depuis beaucoup trop longtemps aux comportements prédateurs de Boko Haram et de la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique. Le terrorisme continue de menacer des millions de personnes, et les pays touchés doivent doubler d'efforts à titre collectif pour combattre ces acteurs, protéger la population civile et créer des conditions propices à un retour sûr et digne des personnes déplacées. Nous approuvons l'accent mis par le Secrétaire général sur la nécessité de lutter contre les causes profondes de l'instabilité, notamment les inégalités, l'exclusion et la marginalisation, les violations des droits de l'homme, la violence sexuelle et le manque de perspectives et de moyens de subsistance adéquats. À cette fin, les États-Unis collaborent étroitement avec les pays du Sahel et les partenaires internationaux pour appuyer une action intégrée dans le secteur de la sécurité. Rien qu'en 2018, nous nous sommes engagés à fournir plus de 242 millions de dollars d'aide en matière de sécurité aux pays du G5 Sahel.

Les États-Unis sont déterminés à venir en aide à des millions de personnes dans la région, qui subissent depuis trop longtemps les pires effets de ce conflit et de cette instabilité.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : Nous tenons tout d'abord à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Mohamed Ibn Chambas, de son exposé très utile sur les événements récents survenus dans la région du Sahel. Je tiens également à féliciter le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) de ses efforts et des mesures qu'il prend pour aider les pays de la région où ont récemment eu lieu des élections, de son appui aux bons offices des

gouvernements de la région en vue d'apaiser les tensions et de régler les différends entre ces États, et du rôle clef qu'il joue en promouvant la coopération entre les gouvernements pour affronter les problèmes de sécurité.

Je souhaiterais mettre l'accent sur trois questions principales : la situation en matière de sécurité, la situation humanitaire et en matière de développement, et le rôle de l'UNOWAS.

Premièrement, en ce qui concerne la sécurité, nous tenons à souligner une fois de plus que les conditions de sécurité se sont récemment détériorées au Sahel et dans le bassin du lac Tchad, en particulier du fait des attaques terroristes commises par les groupes armés au Burkina Faso, au Niger, au Nigéria et au Mali. En dépit des événements positifs survenus en Afrique de l'Ouest et au Sahel, qui sont mentionnés dans le dernier rapport du Secrétaire général (S/2019/549), le nombre croissant d'actes de terrorisme et d'attentats-suicides perpétrés par les groupes armés, qui font des centaines de victimes civiles, a une incidence néfaste sur la paix et la stabilité dans un certain nombre de pays de la région. Il incombe donc aux gouvernements de la région et à la communauté internationale dans son ensemble de coopérer et d'intensifier leurs efforts pour combler les lacunes en matière de sécurité.

Nous appelons la Force multinationale mixte et la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel) à continuer de lutter contre l'organisation terroriste Boko Haram et les autres groupes terroristes armés. En outre, nous encourageons la Force conjointe du G5 Sahel à tirer parti de l'appui que fournit la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali en application de la résolution 2480 (2019), qui prolonge l'appui à tous les États participants.

Nous saluons également le rôle que joue la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans la coordination des efforts régionaux en matière de lutte contre les menaces communes qui touchent la région. À cet égard, nous rappelons le communiqué final de la cinquante-cinquième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, publié à Abuja le 29 juin, qui souligne la nécessité de promouvoir la coopération et l'échange d'informations entre les pays de la région en matière de lutte contre le terrorisme. Nous attendons avec intérêt la convocation dans un avenir proche d'un sommet extraordinaire de la CEDEAO sur le terrorisme, au Burkina Faso. L'État du Koweït appuie toutes les

initiatives régionales visant à encourager la coopération entre les pays de la région et à assurer leur stabilité et leur prospérité.

Deuxièmement, en ce qui concerne la situation humanitaire et celle du développement dans la région, nous devons établir le lien entre la situation humanitaire et la détérioration de la situation sécuritaire. La multiplication des attentats-suicide à la bombe, des attaques armées contre les agriculteurs et les éleveurs, des actes de piraterie et d'autres crimes maritimes a entraîné une augmentation globale de la faim, de la pauvreté et des épidémies et une hausse du nombre de réfugiés et de personnes déplacées dans la région. Entre outre, la violence a provoqué une pénurie de services humains de base. Par exemple, on estime que cette année, quelque 14 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire d'urgence au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Nigéria.

Je tiens à saluer le travail accompli par divers organismes des Nations Unies pour alléger les souffrances des réfugiés et autres personnes dans le besoin. Nous remercions les gouvernements des pays de la région qui ont accueilli des réfugiés et exhortons toutes les parties à s'engager à respecter les principes des droits de l'homme et à garantir un accès sans entrave à l'aide humanitaire.

Afin de surmonter les divers défis auxquels se heurte la région, il faut adopter une approche globale du développement en insistant sur le renforcement des capacités, la consolidation des infrastructures de l'État et la promotion de la croissance économique. Relever ces défis est le seul moyen de s'attaquer aux causes profondes des conflits qui sévissent dans la région, étant donné que les conditions de sécurité, la situation humanitaire et le développement ont toujours été étroitement liés à l'épanouissement et à la prospérité générale des sociétés.

Troisièmement, en ce qui concerne le rôle de l'UNOWAS, le Bureau joue un rôle crucial dans le développement du secteur de la sécurité et l'appui aux processus politiques en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Nous avons pris note des efforts importants déployés par le Représentant spécial du Secrétaire général et son équipe. Nous saluons le travail réalisé par l'UNOWAS pour appuyer les bons offices des États dans leurs efforts de médiation en vue de régler les différends et d'appuyer les processus électoraux dans la région. Nous espérons que ces efforts seront intensifiés afin de renforcer les capacités en matière de sécurité et de développement au

Sahel et de permettre aux États de combattre la criminalité organisée et la violence. Nous saluons le rôle joué par l'UNOWAS à cet égard.

M. Yao Shaojun (Chine) (*parle en chinois*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Chambas, de son exposé.

La situation récente en Afrique de l'Ouest et au Sahel est globalement stable. Plusieurs pays ont organisé avec succès des élections présidentielles, législatives et locales, ce dont la Chine se félicite. Dans le même temps, les attaques terroristes, la criminalité transnationale organisée et d'autres facteurs posent des défis à la paix et à la sécurité régionales, tandis que les conflits intercommunautaires et la violence continuent de s'aggraver.

Compte tenu de la situation actuelle, la Chine souhaite aborder trois points. Premièrement, nous devons soutenir vigoureusement les pays de la région dans le renforcement de leurs capacités et de leurs institutions. La Force multinationale mixte de la Commission du bassin du lac Tchad et la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel) ont joué un rôle important dans la lutte contre le terrorisme au niveau régional. Leur approche constitue un bon exemple de la manière dont les pays africains peuvent répondre indépendamment aux défis régionaux et maintenir la paix et la sécurité régionales. La communauté internationale doit continuer d'appuyer les pays africains dans leurs efforts et les aider à renforcer leurs capacités de lutte contre le terrorisme. La Chine apporte son concours à l'ONU pour fournir l'appui financier nécessaire à la Force conjointe du G5 Sahel. Conformément aux demandes spécifiques qu'ils ont formulées, nous devons aider les États à mettre en place des mécanismes pour prévenir et régler les conflits intercommunautaires et promouvoir une coexistence harmonieuse entre les communautés.

Deuxièmement, nous devons tirer pleinement parti du rôle des organisations et institutions régionales, étant donné que les défis tels que le terrorisme sont de nature transnationale et que la situation en Libye a des répercussions en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Le rôle de coordination des organisations régionales et sous-régionales compétentes doit donc être pleinement utilisé. Les organisations régionales et sous-régionales telles que l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Commission du bassin du lac Tchad présentent des avantages singuliers pour faciliter le dialogue, la médiation et les bons offices et pour promouvoir des solutions politiques aux problèmes régionaux. Les organismes

des Nations Unies doivent renforcer leur collaboration avec l'Union africaine, la CEDEAO et d'autres entités afin de contribuer à instaurer la paix et la stabilité dans la région.

Troisièmement, il faut s'attacher à résoudre les problèmes profondément enracinés dans la région. Nous devons promouvoir activement le développement économique et social des pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, en mettant l'accent sur l'amélioration de secteurs tels que l'agriculture, les soins de santé, l'éducation, l'économie, le commerce, l'interconnectivité et les infrastructures, aider les pays de la région à appliquer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 afin d'éliminer la pauvreté et leur fournir un appui solide pour leur développement économique, l'amélioration de leurs moyens de subsistance et la création d'emplois.

La Chine salue le rôle positif joué par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Nous espérons que, tout en respectant la souveraineté et le rôle de premier plan des pays concernés, le Bureau continuera de renforcer la communication et la coordination avec les pays et les organisations régionales et sous-régionales concernés, comme l'Union africaine et la CEDEAO.

La Chine attache une grande importance au renforcement de la coopération avec l'Afrique et les pays en développement. Le Sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine, qui s'est tenu en septembre 2018, a identifié des domaines tels que la paix, la sécurité et le développement économique comme étant les priorités de la future coopération sino-africaine. La Chine met activement en œuvre l'initiative de paix et de sécurité sino-africaine, annoncée par le Président Xi Jinping lors du Forum.

Nous avons pris des mesures concrètes pour aider la région du Sahel dans ses opérations antiterroristes et dans le renforcement des capacités de la Force conjointe du G5 Sahel. Dans le cadre du Forum sur la coopération sino-africaine, la Chine coopère pleinement et de manière pragmatique avec les pays d'Afrique de l'Ouest afin de les aider à accélérer leur développement et à renforcer leurs capacités. Ces mesures reflètent le ferme appui de la Chine à la paix et au développement en Afrique de l'Ouest et au Sahel. La Chine est prête à collaborer avec la communauté internationale pour continuer à jouer un rôle constructif dans la promotion de la stabilité et de la sécurité à long terme dans la région.

M. Heusgen (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je vais être bref, car j'ai le sentiment que de façon générale, le Conseil de sécurité est uni sur cette question. Je voudrais m'associer en particulier aux déclarations faites par mes collègues européens qui m'ont précédé aujourd'hui.

Tout d'abord, je tiens à exprimer l'appui de l'Allemagne au travail du Représentant spécial du Secrétaire général, M. Mohamed Ibn Chambas. Nous soutenons son analyse et ses recommandations. S'agissant de l'analyse, des progrès ont été réalisés sur le front démocratique, avec des mesures très spécifiques et positives. Je voudrais répéter ce qu'il a dit au sujet de la Commission vérité, réconciliation et réparations de la Gambie, de la mise en œuvre de la résolution 2467 (2019) sur la violence sexuelle par le Cabo Verde et de la situation au Sénégal et au Togo, deux pays avec une plus grande implication des femmes. Ce sont de très bons exemples, et j'espère qu'ils seront pris en compte par d'autres.

Néanmoins, le verre reste à moitié vide. M. Chambas a mentionné l'extrémisme violent qui s'intensifie dans certaines régions, la détérioration de la sécurité, les violations des droits de l'homme, la violence fondée sur le genre dans de nombreux pays, les crises humanitaires, les personnes déplacées, le trafic de drogues, les affrontements entre éleveurs et agriculteurs. Dans ce contexte, je voudrais souligner un point qui nous semble très important, même s'il n'a pas été mentionné par de nombreux orateurs aujourd'hui, à savoir les incidences des changements climatiques sur la sécurité dans la région.

Pour ce qui est de l'avenir, je pense que lorsque nous imposons à l'ONU l'intégralité du fardeau, nous devons nous rappeler que la chose la plus importante est l'appropriation nationale. Les gouvernements nationaux doivent faire leur travail – et la communauté internationale peut les y aider – mais il faut que les pays s'approprient le processus. C'est par l'appropriation nationale que les règles démocratiques doivent être mises en œuvre, la responsabilité garantie, le système judiciaire renforcé, la participation des femmes et de la société civile en général assurée, et l'implication des jeunes priorisée. En effet, si l'on examine la démographie, la jeunesse devrait être en tête des priorités de tous les gouvernements. En outre, les gouvernements doivent se concentrer sur la bonne gouvernance en général, en agissant dans le respect de leur Constitution nationale, en particulier en ce qui concerne la durée des mandats présidentiels. Il s'agit bien évidemment de

problèmes régionaux, c'est pourquoi il convient d'adopter une approche régionale.

Je tiens par ailleurs à souligner ce que M. Chambas a dit au sujet du Forum des gouverneurs du bassin du lac Tchad pour la coopération régionale en matière de stabilisation, de consolidation de la paix et de développement durable. Il est très encourageant de noter que les gouverneurs s'attaquent véritablement au problème des extrémistes et collaborent avec les chefs d'État et les gouverneurs de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), tout en tenant compte des vues des autres pays voisins dans leur travail.

C'est là que l'ONU et ses bons offices peuvent être utiles. La coopération avec la CEDEAO et le Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel) est donc très importante, tout comme les efforts entrepris par M. Chambas et le Secrétaire général dans le cadre de l'initiative Unité d'action des Nations Unies. Les membres du Conseil de sécurité se sont rendus au Mali et au Burkina Faso, où ils ont pu constater les nombreux défis auxquels se heurtent ces pays, notamment le Burkina Faso, et ont pris conscience de l'importance de l'initiative Unité d'action des Nations Unies et des activités de la Commission de consolidation de la paix et du Fonds pour la consolidation de la paix. Le Fonds pour la consolidation de la paix y est extrêmement actif, et je ne peux que l'encourager dans ce sens.

Enfin, je voudrais revenir sur ce que j'ai dit précédemment au sujet des défis posés par les changements climatiques. Nous appuyons le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, et notons avec satisfaction qu'il se consacre actuellement à la rédaction d'un rapport sur les risques liés aux changements climatiques qui menacent la sécurité. L'Allemagne est disposée à soutenir l'ONU. Nous avons consacré 50 millions d'euros au renforcement du secteur de la sécurité au Burkina Faso. Le G5 Sahel figure également sur notre liste de priorités, et nous lui avons consacré 150 millions d'euros depuis 2016. Nous appuyons le Fonds pour la stabilisation de la région du lac Tchad lancé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et avons dépensé 40 millions d'euros à cette fin, car nous sommes convaincus que le PNUD doit jouer un rôle très important dans la région.

M. Singer Weisinger (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous remercions M. Chambas de son exposé et de ses bons offices. De même, nous félicitons et appuyons le Bureau des Nations Unies pour

l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), qui promeut la paix et la stabilité dans la région.

Nous notons que la situation en matière de sécurité dans la majeure partie de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel est restée relativement stable. Cette tendance se reflète dans la tenue d'élections pacifiques dans la région, dans les dialogues politiques qui y sont menés et dans les avancées progressives réalisées dans la mise en œuvre des accords. Dans ce contexte, nous voudrions aborder trois points fondamentaux.

Premièrement, en ce qui concerne la situation en matière de sécurité, nous regrettons que des attaques contre des civils et les forces de sécurité par des groupes terroristes, des réseaux criminels et des milices continuent d'être enregistrées au Burkina Faso, au Mali et dans le bassin du lac Tchad. Nous saluons les efforts déployés par les gouvernements et les communautés pour contenir la violence. Toutefois, le secteur de la sécurité doit être réformé et renforcé afin de combattre ce fléau. Il faut également renforcer la coopération transfrontalière.

Ce n'est qu'en s'engageant au niveau régional à renforcer la capacité des autorités de prévenir les actes terroristes et les violences et d'enquêter à leur sujet qu'il sera possible de diminuer le nombre d'attaques, de couper les fonds des groupes armés et de réduire l'impunité. La situation en matière de sécurité n'a pas seulement fait des morts, elle a également entraîné des déplacements massifs de population, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, et a décimé les services d'éducation et de santé.

Deuxièmement, je voudrais mettre en exergue la gravité de la situation humanitaire dans certaines parties de la région. Nous nous faisons l'écho de l'appel lancé par la communauté humanitaire, qui a demandé 1,6 milliard de dollars mais n'a reçu jusqu'ici que 23 % de ce montant.

Troisièmement, en ce qui concerne l'environnement, malgré les initiatives prises par l'UNOWAS, nous restons préoccupés par les conséquences des changements climatiques dans la région, en particulier dans le bassin du lac Tchad. Les changements climatiques sont en partie responsables de l'augmentation des catastrophes naturelles qui réduisent les moyens de subsistance de la population. Nous encourageons la communauté internationale à poursuivre ses efforts dans la mise en œuvre de stratégies qui permettent d'évaluer les risques et contribuent à renforcer la résilience des secteurs les plus touchés. Dans ce contexte,

il faut également établir des canaux d'information et de collaboration avec les communautés locales, afin d'élargir les dispositifs d'alerte rapide qui contribuent à la planification conjointe.

L'Afrique de l'Ouest se heurte à des défis de taille, et, pour les surmonter, nous avons besoin d'une analyse régionale exhaustive des causes profondes des conflits. Sur la base des résultats de cette analyse, nous devons mettre en œuvre des stratégies durables et inclusives qui visent à investir davantage dans la formation des forces de sécurité. Un engagement politique collectif assorti d'un plan d'action et d'objectifs clairs et réalistes est également essentiel. À cette fin, nous attendons avec intérêt les résultats de l'analyse et les recommandations issues de l'étude de l'UNOWAS sur le pastoralisme et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel, ainsi que le plan d'action relatif aux causes des conflits entre éleveurs et agriculteurs.

Il faut renforcer les stratégies des Nations Unies pour l'ensemble de la région, offrir davantage de possibilités aux jeunes et aux femmes, et assurer des moyens de subsistance à la population grâce au développement et à l'éducation. Ce sont des facteurs indispensables pour instaurer une paix durable et atteindre les objectifs de développement durable en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

M. Syihab (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Représentant spécial Mohamed Ibn Chambas de son exposé détaillé sur l'évolution récente de la situation en Afrique de l'Ouest et au Sahel, ainsi que sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS).

L'Indonésie appuie sans réserve l'action de l'UNOWAS en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Des progrès louables ont été accomplis dans des domaines comme la gouvernance politique et la participation des femmes. Il reste cependant des défis à relever pour rétablir la paix, la stabilité et le développement dans la région.

Les conditions de sécurité dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel demeurent préoccupantes. Dans son dernier rapport (S/2019/549), le Secrétaire général indique qu'il y a une recrudescence des attentats terroristes et des violences intercommunautaires alimentées par les activités des groupes extrémistes violents. Il précise également que la criminalité maritime, la criminalité transnationale organisée et le trafic ont progressé dans la région. Cela a non

seulement fait des victimes civiles, mais aussi détérioré la situation humanitaire.

Dans le même ordre d'idées, je voudrais aborder trois points principaux que je juge importants pour régler les problèmes de sécurité dans la région.

Premièrement, l'Indonésie salue l'initiative des pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel de lutter contre le terrorisme au moyen d'efforts de sécurité collectifs, comme la Force multinationale mixte et la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel). Ces initiatives doivent recevoir tout l'appui nécessaire. L'Indonésie se félicite de l'élargissement de l'appui de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali à tous les contingents de la Force conjointe du G5 Sahel, conformément à la résolution 2480 (2019). Nous espérons que cela permettra d'obtenir des résultats concrets dans les opérations de la Force conjointe. Il convient cependant de noter que les efforts collectifs doivent être complétés par des efforts nationaux de lutte antiterroriste. À cet égard, nous sommes convaincus qu'il est de la plus haute importance de renforcer la présence et les institutions étatiques, notamment les institutions policières et judiciaires.

Deuxièmement, il est impératif de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité. Il ne suffit pas d'établir une stratégie de sécurité pour régler le problème d'insécurité dans la région. De nombreux progrès sont nécessaires pour garantir l'amélioration de la situation humanitaire, la reconstruction et le développement socioéconomique. Les doléances locales doivent également être prises en compte pour prévenir l'expansion de l'extrémisme violent. Les partenaires internationaux doivent continuer d'appuyer la mise en œuvre de la stratégie pour la stabilisation des pays touchés par Boko Haram; du plan d'investissements prioritaires du G5 Sahel; de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel; et du Plan d'appui des Nations Unies pour le Sahel. Ces instruments sont importants en ce qu'ils permettent de bâtir une société résiliente grâce à un développement socioéconomique profitant à tous.

Troisièmement, il faut adopter des approches régionales en matière de règlement et de gestion des conflits. La proximité des pays, les activités transfrontalières des groupes extrémistes, et d'autres facteurs accroissent la possibilité que l'insécurité ne s'étende de proche en proche dans la région. Cela doit être contré par une coopération accrue entre les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Les différentes institutions des Nations Unies doivent renforcer leur synergie et aider

les organisations régionales et sous-régionales. À cet égard, l'Indonésie se félicite du proche sommet extraordinaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur le terrorisme, qui aura lieu en septembre. Ces efforts conjoints doivent être davantage axés sur la prévention d'une résurgence de la violence et des conflits dans la région. Cela est essentiel pour veiller à ce que les nombreux gains arrachés de haute lutte se traduisent en une paix et une prospérité durables en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

M. Hickey (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Chambas de son exposé.

Moi aussi je vais être bref, car comme l'a dit l'Ambassadeur de l'Allemagne, il existe un large consensus au Conseil sur la question à l'examen aujourd'hui. Je suis d'accord avec les observations faites par à peu près tout le monde ici aujourd'hui. Je voudrais juste souligner trois points.

Premièrement, en ce qui concerne les élections, nous approuvons totalement l'évaluation faite par le Représentant spécial concernant les récentes élections en Afrique de l'Ouest, et saluons l'excellent travail qu'il a accompli pour appuyer ces élections. Le Royaume-Uni est d'avis que des processus démocratiques inclusifs sont essentiels non seulement pour la paix et la sécurité internationales, mais aussi pour créer un environnement favorable aux investissements et, plus largement, au développement durable. Il est absolument essentiel que toutes les autorités et tous les partenaires internationaux œuvrent de concert pour garantir que les prochaines élections dans la région se tiennent dans les délais et soient crédibles et pacifiques.

Deuxièmement, le rapport du Secrétaire général (S/2019/549) met en lumière l'effet dévastateur que la détérioration des conditions de sécurité dans le nord-est du Nigéria est en train d'avoir sur les populations de la région du bassin du lac Tchad. C'est une région qui est souvent négligée par le Conseil, en particulier ces dernières années. Le Royaume-Uni examine actuellement avec le Gouvernement nigérian ce que la communauté internationale peut faire de plus pour l'aider à faire face à la crise. Il est clair que l'extension de l'autorité de l'État à ce qu'on appelle des espaces non gouvernés sera essentielle pour freiner les avancées de Boko Haram. Nous saluons les efforts déployés à ce jour par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et nous l'encourageons à continuer d'aider les gouvernements de la région à faire face à la

crise et à mettre en oeuvre la résolution 2349 (2017) sur la région du bassin du lac Tchad.

Troisièmement et enfin, pour en venir au Sahel qui, bien entendu, reste une préoccupation majeure pour nous tous au Conseil, je suis heureux de dire que le Gouvernement du Royaume-Uni a annoncé cette semaine qu'il allait s'engager à fournir un contingent de 250 soldats à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali. Mais il nous faudra à tous faire davantage pour aider à remédier aux causes profondes de la crise au Sahel. Comme nous l'avons entendu dire lors de notre récente visite au Sahel, cela inclut de réduire les violences commises par les forces de sécurité, d'aider les gouvernements à fournir les services de base, et d'atténuer les conflits autour des ressources en aidant les populations à s'adapter aux changements climatiques. C'est une bonne chose que, ces derniers mois, le Conseil se soit concentré davantage sur le lien qui existe entre le changement climatique et les conflits.

Je suis en accord aussi avec mon collègue chinois qui a dit qu'il nous faut faire un meilleur usage des mécanismes internationaux de coordination sur le Sahel. Nous devrions utiliser le Conseil, l'Alliance pour le Sahel et la Commission du bassin du lac Tchad pour nous assurer que la communauté internationale et nos partenaires au Sahel collaborent efficacement en vue de remédier aux facteurs à long terme d'instabilité et de pauvreté.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Pérou.

Nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Chambas, de son précieux exposé sur la situation en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Nous nous félicitons des progrès dont il nous a fait part, notamment de la contribution du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) aux élections au Bénin, en Guinée-Bissau, au Nigéria et au Sénégal, et des améliorations en matière d'égalité des sexes dans la région. Mais nous restons préoccupés par le fait que l'insécurité et la situation humanitaire se sont aggravées dans certains pays. L'action des groupes terroristes, la criminalité transnationale organisée, les affrontements pour le contrôle des ressources naturelles, et la faible présence de l'État sont des problèmes toujours présents, en particulier au Sahel et dans le bassin du lac Tchad. À cet égard, nous voudrions mettre

en lumière le travail réalisé par l'UNOWAS dans trois domaines principaux.

Premièrement, la prévention des conflits. Les bons offices et la diplomatie préventive de l'UNOWAS seront essentiels pour les prochains processus électoraux dans la région, en particulier via l'appui à un dialogue inclusif et un renforcement des capacités nationales aux fins d'élections transparentes, inclusives et favorisant la participation politique des femmes et des jeunes. L'UNOWAS s'est aussi avéré un acteur central à la fois avant les élections et après les élections, en contribuant à apaiser les tensions et à prévenir l'éclatement de crises politiques ou leur aggravation grâce à la mise en place de capacités d'alerte rapide.

Deuxièmement, la promotion du développement. Nous nous félicitons de ce que l'UNOWAS ait accordé la priorité à la mise en oeuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, conformément aux priorités et aux besoins nationaux et régionaux. De même, la Commission de consolidation de la paix et le Fonds pour la consolidation de la paix conduisent aussi des activités cruciales à cet égard, le tout en vue de faire face aux lacunes en matière de gouvernance et de justice, de lutter contre la pauvreté, l'exclusion et la marginalisation, et de remédier aux causes profondes des conflits. Nous rendons aussi hommage à l'attention que l'UNOWAS porte aux conflits intercommunautaires nés entre éleveurs et agriculteurs du fait des effets des changements climatiques, ainsi qu'à la promotion de l'accès des femmes à des postes gouvernementaux de haut niveau en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Troisièmement, la coopération régionale. Nous considérons la coopération transfrontalière et la création de synergies sous-régionales comme des facteurs essentiels pour améliorer la sécurité dans la région, en particulier quand il s'agit de lutter contre la menace du terrorisme, de l'extrémisme violent et de la criminalité organisée et contre leurs interactions respectives. Nous nous félicitons de l'étroite coopération de l'UNOWAS avec le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Sahel, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et l'Union africaine, qui permet de garantir une approche complémentaire face à ces fléaux. Nous soulignons aussi l'appui qu'apporte l'UNOWAS à la réforme du secteur de la sécurité, au processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des ex-combattants, et à la promotion du

dialogue au niveau local, ainsi que sa collaboration avec le Groupe de cinq pays du Sahel.

Pour terminer, nous voudrions exprimer notre ferme appui au rôle que joue l'UNOWAS, et nous encourageons la communauté internationale à continuer de coopérer étroitement avec les efforts visant à instaurer une paix pérenne en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Je reprends maintenant mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Il n'y a pas d'autres oratrices ou orateurs inscrits sur ma liste.

La séance est levée à 16 h 25.